

**GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN**  
**GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION**  
**GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

**COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP**

**MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE**

F. 2004 — 1018

[2004/200663]

**12 FEVRIER 2004. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant les modalités de la concertation avec les organisations représentatives des étudiants au niveau communautaire**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 12 juin 2003 définissant et organisant la participation des étudiants au sein des institutions universitaires et instaurant la participation des étudiants au niveau communautaire, et plus particulièrement son article 32;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 5 décembre 2003;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 24 décembre 2003;

Vu la concertation avec les organisations représentatives des étudiants reconnues au niveau communautaire du 24 novembre 2003.

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas trente jours;

Vu l'avis 36.375/2 du Conseil d'Etat donné le 26 janvier 2004, en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur proposition de la Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale et de la Recherche scientifique;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le Gouvernement charge le Ministre de l'Enseignement supérieur, ci-après appelé « le Ministre », de mener les concertations prévues à l'article 32 du décret du 12 juin 2003 définissant et organisant la participation des étudiants au sein des institutions universitaires et instaurant la participation des étudiants au niveau communautaire. Le Ministre peut se faire représenter par un représentant qu'il désigne, aux réunions de concertation.

**Art. 2.** Chaque organisation représentative des étudiants au niveau communautaire reconnue par le Gouvernement désigne, pour la concertation, un chef de délégation, et son suppléant, habilité à participer aux réunions de concertation et à y engager son organisation.

Les délégations des organisations représentatives des étudiants se composent au maximum de 4 délégués par délégation, et sont éventuellement accompagnés d'au maximum deux experts.

**Art. 3.** Le secrétariat des concertations est assuré par le Ministre ou son représentant.

Le secrétariat assure l'envoi des convocations et rédige les procès-verbaux des débats.

L'absence du ou des délégués d'une ou plusieurs organisation représentative des étudiants à une réunion, régulièrement convoquée ne vicie pas la validité des concertations.

**Art. 4.** La concertation est ouverte par le Ministre ou son représentant, qui établit l'ordre du jour, dirige les débats et assure la police des réunions.

**Art. 5.** § 1<sup>er</sup>. La concertation se déroule en une ou deux séances maximum, sur un délai de trente jours maximum à compter de la date de l'envoi de la convocation.

Le Ministre ou son représentant peut réduire ce délai à cinq jours ouvrables au maximum s'il estime qu'un point doit être traité d'urgence. La tenue de la réunion en cas d'urgence doit faire l'objet d'un accord avec les organisations représentatives des étudiants ou d'une décision du Gouvernement. Dans tous les cas, elle ne peut être invoquée pendant les périodes d'interruptions des activités d'enseignement.

§ 2. Au terme de la concertation, le(s) chef(s) de délégations de la ou des organisations étudiantes représentatives, ou leurs suppléants, peuvent soit marquer leur accord, leur désaccord ou s'abstenir de remettre un avis sur l'objet de la concertation dans le procès verbal visé à l'article 7.

La concertation est réputée clôturée par l'adoption du procès-verbal.

**Art. 6.** § 1<sup>er</sup>. La réunion de concertation se tient à une date fixée de commun accord entre le Ministre et les organisations représentatives ou, à défaut d'accord avec toutes les organisations, à une date fixée au plus tôt sept jours ouvrables après l'envoi de la convocation.

§ 2. Dans les cas d'urgence, ce délai peut être réduit à trois jours ouvrables après la transmission de la convocation, qui est alors déposée par porteur au siège des organisations représentatives des étudiants.

§ 3. Chaque convocation comporte la proposition d'ordre du jour et est accompagnée de la documentation jugée nécessaire par le Ministre pour la concertation sur les points figurant à l'ordre du jour.

§ 4. Dans toute la mesure du possible, la convocation et les documents utiles sont transmis également par voie électronique.

**Art. 7.** § 1<sup>er</sup>. Le secrétariat rédige les procès-verbaux des réunions.

§ 2. Le procès-verbal mentionne :

1° l'ordre du jour;

2° le nom du ou des représentants éventuels du Ministre, le nom des chefs de délégation et des membres de la délégation des organisations représentatives des étudiants;

3° le nom des organisations représentatives des étudiants absentes ou excusées;

4° les points discutés;

5° un résumé succinct des questions principales des organisations représentatives des étudiants et des réponses du Ministre ou de ses représentants;

6° les positions prises en conclusion de la concertation conformément à l'article 5.

§ 3. Le secrétariat envoie aux organisations représentatives des étudiants le projet de procès-verbal des réunions de concertation. Les organisations représentatives des étudiants disposent d'un délai de cinq jours ouvrables après la date d'envoi du procès verbal pour faire parvenir au secrétariat leurs corrections relatives à la façon dont leurs propres interventions sont résumées. Ces remarques sont annexées au procès-verbal.

§ 4. Si le Ministre invoque l'urgence, le projet de procès-verbal est rédigé en séance à l'issue de la concertation et adopté par le Ministre, ou son représentant, ainsi que par les chefs de délégation, ou leurs suppléants, des organisations représentatives étudiantes.

Le projet de procès-verbal peut également être envoyé par pli recommandé ou déposé par porteur aux sièges des organisations représentatives des étudiants dans les trois jours ouvrables après la conclusion d'une concertation.

Dans ce cas, les organisations représentatives des étudiants disposent d'un délai de deux jours ouvrables à compter de l'envoi pour notifier, par pli recommandé, au Ministre leur demande de modification. En l'absence de demande de modification des organisations étudiantes représentatives endéans ce délai, le projet de procès-verbal est réputé adopté.

**Art. 8.** Une copie de l'ordre du jour de la documentation annexée, des procès-verbaux sont envoyés par le secrétariat :

1° au Ministère de la Communauté française, pour dépôt et conservation;

2° à chaque autorité compétente pour exécuter les mesures proposées.

**Art. 9.** Le Ministre ayant l'Enseignement supérieur dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 12 février 2004.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale  
et de la Recherche scientifique,  
Mme Fr. DUPUIS

VERTALING

#### MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2004 — 1018

[2004/200663]

**12 FEBRUARI 2004.** — **Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de nadere regels voor het overleg met de representatieve studentenorganisaties op communautair vlak**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 12 juni 2003 tot bepaling en organisatie van de deelneming van de studenten aan het leven van de universitaire instellingen en tot instelling van de deelneming van de studenten aan het leven van de gemeenschap, inzonderheid op artikel 32;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 5 december 2003;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 24 december 2003;

Gelet op het overleg van 24 november 2003 met de representatieve studentenorganisaties erkend op communautair vlak;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap over het verzoek aan de Raad van State om advies te geven binnen een termijn van hoogstens dertig dagen;

Gelet op het advies 36.375/2 van de Raad van State gegeven op 26 januari 2004, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 1<sup>o</sup>, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie en Wetenschappelijk Onderzoek;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** De Regering belast de Minister van Hoger Onderwijs, hierna « de Minister » genoemd, met het overleg bedoeld in artikel 32 van het decreet van 12 juni 2003 tot bepaling en organisatie van de deelneming van de studenten aan het leven van de universitaire instellingen en tot instelling van de deelneming van de studenten aan het leven van de gemeenschap. De Minister kan zich laten vertegenwoordigen binnen de overlegvergaderingen door een vertegenwoordiger die hij aanstelt.

**Art. 2.** Elke representatieve studentenorganisatie op communautair vlak erkend door de Regering stelt, voor het overleg, een delegatiehoofd, en zijn plaatsvervanger, aan die ertoe gemachtigd is om aan de overlegvergaderingen deel te nemen en om daar verbintenissen in naam van zijn organisatie aan te gaan.

De delegaties van de representatieve studentenorganisaties worden samengesteld uit hoogstens 4 afgevaardigden per delegatie, en worden eventueel begeleid door hoogstens twee deskundigen.

**Art. 3.** Het secretariaat van overleg wordt waargenomen door de Minister of zijn vertegenwoordiger.

Het secretariaat zorgt voor de verzending van oproepingsbrieven en stelt de notulen van de debatten op.

De afwezigheid van de afgevaardigde(n) van één of meer representatieve studentenorganisatie(s) op een vergadering die regelmatig wordt bijeengeroepen, maakt het overleg niet ongeldig.

**Art. 4.** Het overleg wordt geopend door de Minister of zijn vertegenwoordiger, die de agenda vaststelt, debatten leidt en toezicht op de vergadering houdt.

**Art. 5.** § 1. Het overleg gebeurt in hoogstens één of twee vergaderingen, over een termijn van hoogstens dertig dagen te rekenen vanaf de datum van de verzending van de oproepingsbrief.

De Minister of zijn vertegenwoordiger kan die termijn tot hoogstens vijf werkdagen verminderen als hij van mening is dat een punt dringend moet worden behandeld. Een spoedvergadering moet onderworpen worden aan de toestemming van de representatieve studentenorganisaties of aan een beslissing van de Regering. In elk geval kan ze niet ingeroepen worden gedurende de periodes van activiteitenonderbrekingen in het onderwijs.

§ 2. Na het overleg kan (kunnen) het (de) delegatiehoofd(en) van de representatieve studentenorganisatie(s) of hun plaatsvervangers, hun goedkeuring of afkeuring verlenen, zich onthouden een advies uit te brengen over het onderwerp van het overleg in de notulen bedoeld in artikel 7.

Het overleg wordt als afgesloten beschouwd na goedkeuring van de notulen.

**Art. 6.** § 1. De overlegvergadering wordt gehouden op een datum die eenstemmig wordt vastgesteld door de Minister en de representatieve organisaties of, bij gebrek aan toestemming van al de organisaties, op een datum die ten vroegste op zeven werkdagen wordt vastgesteld na de verzending van de oproepingsbrief.

§ 2. In spoedgevallen kan deze termijn tot drie werkdagen worden verminderd na de verzending van de oproepingsbrief die door de drager ten zetel van de representatieve studentenorganisaties wordt ingediend.

§ 3. Elke oproepingsbrief bevat het voorstel van de agenda, samen met de documentatie die de Minister nodig acht voor het overleg met betrekking tot de punten die op de agenda staan.

§ 4. Voor zover dit mogelijk is, worden de oproepingsbrief en de nuttige documenten elektronisch gestuurd.

**Art. 7.** § 1. Het secretariaat stelt de notulen van de vergaderingen op.

§ 2. De notulen vermelden :

1° de agenda;

2° de naam van de eventuele vertegenwoordiger(s) van de Minister, de naam van de delegatiehoofden en de leden van de delegatie van de representatieve studentenorganisaties;

3° de naam van de afwezige of verhinderde representatieve studentenorganisaties;

4° de besproken punten;

5° een beknopte samenvatting van de belangrijkste vragen van de representatieve studentenorganisaties en de antwoorden van de Minister of van zijn vertegenwoordigers;

6° de standpunten ingenomen als conclusie van het overleg overeenkomstig artikel 5.

§ 3. Het secretariaat bezorgt de representatieve studentenorganisaties het ontwerp van notulen van de overlegvergaderingen. De representatieve studentenorganisaties hebben vijf werkdagen na de datum van de verzending van de notulen om het secretariaat hun verbeteringen over de manier waarop hun eigen betogen worden samengevat, te geven. Deze opmerkingen worden bij de notulen gevoegd.

§ 4. Als de Minister de dringende noodzakelijkheid inroept, wordt het ontwerp van notulen tijdens de vergadering na het overleg opgesteld en door de Minister aangenomen, of zijn plaatsvervanger, alsook door de delegatiehoofden, of hun plaatsvervangers, van de representatieve studentenorganisaties.

Het ontwerp van notulen kan ook binnen de drie werkdagen na de afsluiting van een overleg per aangetekende brief gestuurd worden of per bode ten zetel van de representatieve studentenorganisaties ingediend worden.

In dit geval hebben de representatieve studentenorganisaties een termijn van twee werkdagen te rekenen vanaf de verzending om, per aangetekende brief, aan de Minister, kennis te geven van hun aanvraag tot wijziging. Bij gebrek aan een wijzigingsaanvraag van de representatieve studentenorganisaties binnen de gestelde termijn, wordt het ontwerp van notulen als aangenomen beschouwd.

**Art. 8.** Een afschrift van de agenda van de bijgevoegde documentatie, van de notulen worden door het secretariaat gestuurd :

1° aan het Ministerie van de Franse Gemeenschap voor neerlegging en bewaring;

2° aan elke bevoegde overheid om de voorgestelde maatregelen uit te voeren.

**Art. 9.** De Minister die bevoegd is voor het Hoger Onderwijs wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 12 februari 2004.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister voor Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie en Wetenschappelijk Onderzoek,  
Mevr. Fr. DUPUIS